

Nous ne venons pas seulement de commencer. Nous avons commencé il y a plusieurs années, en 1968 environ.

... c'est d'abandonner la notion consistant à examiner chaque projet au fond et au contraire de mettre au point des mesures radicales permettant d'imprimer aux décisions certaines directions.

Les mesures relatives au PEN peuvent assurément être qualifiées de mesures radicales.

En fait les pays nouvellement socialistes doivent être prêt à prendre des mesures de surcompensation pour briser le carcan de la structure intégrée dans laquelle ils évoluent.

Voilà le genre d'individu auquel a fait appel le parti libéral pour concevoir son Programme énergétique national.

On a parlé de taux d'intérêt ce soir. Je tiens à faire remarquer que le parti libéral et le Nouveau parti démocratique se fichent éperdument de la hausse. Ils aiment donner l'impression aux gens qu'ils s'en soucient mais je tiens à rappeler que la toute première question dont a été saisie la dernière législature a été une motion préconisant la création d'un comité omnipartite chargé d'étudier le problème de la hausse des taux d'intérêt. Le premier ministre de l'époque qui est actuellement le chef de l'opposition n'avait absolument aucune réserve contre ce sujet et il en avait immédiatement accepté le principe.

Un comité omnipartite a été constitué. Il s'est réuni durant plusieurs mois et a accompli un excellent travail d'étude de ce problème et de la façon dont nous pourrions aider les acheteurs de maisons, les petites entreprises et tout le reste. Le comité devait remettre un rapport provisoire vers la fin du mois de décembre 1979, mais c'est alors qu'a été déposée une motion déclarant que rien n'était fait pour arrêter la hausse des taux d'intérêts. C'était un mensonge effronté. Ce comité avait siégé pendant trois mois. Il examinait le problème. De nombreux témoins devaient encore comparaître. Avons-nous entendu le député de Winnipeg-Nord-Centre, celui de Winnipeg-Nord ou tout autre député néo-démocrate signaler que le comité omnipartite travaillait sur le problème? Ils n'en ont pas soufflé mot. Voici deux semaines, le député de Winnipeg-Nord a présenté à la Chambre une pétition stupide et ridicule déclarant qu'il fallait faire quelque chose au sujet des taux d'intérêt. Quelque chose était fait à l'époque et au cours de la présente législature des députés de mon parti ont présenté des motions et posé des questions concernant la remise sur pied de ce comité pour étudier ce problème mais ils n'ont obtenu pour toute réponse que des fins de non-recevoir. Cela démontre clairement que les députés d'en face se fichent éperdument de la question. Les taux d'intérêt atteindraient demain 30 p. 100 qu'ils ne s'en soucieraient pas davantage. Voilà le genre d'aberration qui a cours actuellement à Ottawa. Le Nouveau parti démocratique devrait être décrit comme le parti du méfait public. Quelle sale petite bande d'hypocrites! Je n'en ai jamais vu de semblables.

Jeudi dernier, des membres de l'industrie de la construction de Winnipeg sont venus me rendre visite à mon bureau. Ils étaient vivement préoccupés par la politique énergétique du gouvernement. Vendredi dernier, j'ai rencontré des représentants de l'industrie aérospatiale de Winnipeg, qui étaient très préoccupés par la politique énergétique et ses incidences sur leur industrie. Les répercussions de la politique se font sentir sur l'ensemble du pays. La sidérurgie et l'industrie du bâtiment en sont touchées. Tous les gens aussi bien que les entreprises subiront les effets de cette ridicule mesure socia-

### Impôt sur le revenu—Loi

liste. J'aimerais vous lire un article qui montre les effets de la politique sur les constructeurs de tout le Canada. On y lit ceci:

Selon le président de l'Association canadienne de la construction, il est essentiel de venir à bout de l'impasse qui existe entre Ottawa et l'Alberta en matière d'énergie si l'on veut sortir l'industrie canadienne de la construction de son marasme actuel.

Le climat d'incertitude créé par le conflit actuel retarde l'investissement de millions de dollars dans des projets relatifs à l'énergie tels que le transport du pétrole et du gaz et l'exploitation de l'énergie hydroélectrique et nucléaire au Canada...

Et ainsi de suite. En voici un autre extrait:

L'impact de la taxe fédérale et de la politique énergétique qui a été dévoilée le 28 octobre commence à se manifester dans l'industrie sous la forme de compressions budgétaires, de reports de programmes et d'un exode des installations de forage vers les États-Unis.

Lorsque j'ai pris la parole au sujet du bill, la semaine dernière, j'ai signalé que c'était en fait l'une des meilleures choses qui soient jamais arrivées aux États-Unis. Je pense que le président Reagan, là-bas, est sur la bonne voie, et le gouvernement libéral du Canada lui fait certes une bonne publicité.

● (2150)

L'article poursuit ainsi:

Après avoir étudié les programmes fédéraux durant plus d'un mois, plusieurs sociétés annoncent des compressions budgétaires, même de l'ordre de 45 p. 100.

J'espère que le député de Hamilton Mountain retournera dire à l'industrie sidérurgique de Hamilton: «Nous allons nationaliser l'industrie pétrolière. N'est-ce pas merveilleux? Nous allons nationaliser l'industrie et vous vous retrouverez tous sans travail». Je cite encore l'article:

Une société a même abandonné un projet de relance et de mise en valeur de 400 millions de dollars à cause de la politique fédérale.

Même si le gouvernement changeait d'idée et instaurait quelques correctifs, la situation ne s'en trouverait pas modifiée du jour au lendemain. J'ai reçu aujourd'hui à mon bureau deux ou trois communiqués au sujet de correctifs de portée restreinte qui seront apportés à la politique énergétique. Toutefois, je pense que c'est trop peu, trop tard.

L'article fait ensuite allusion à l'une des multinationales, qui engage des gens et dépense de l'argent sans se préoccuper de ce qu'en pense le gouvernement. On peut lire:

La société Gulf réduit son budget. Gulf Canada Ltd. projette de réduire son budget de 15 p. 100, ou de 900 millions de dollars, au cours des cinq prochaines années par suite du programme budgétaire et fiscal.

Vous ne pouvez pas changer cela du jour au lendemain. Il n'y a plus rien à faire dans l'immédiat lorsqu'une décision pareille est prise.

L'auteur de cet article dit encore ceci:

Gulf Canada avait prévu pour 1981 un budget d'environ 1 milliard de dollars, son premier budget de 1 milliard.

Tous ces projets sont à l'eau à cause de cette politique socialiste ridicule. Comme je l'ai dit l'autre jour, si le gouvernement a pris cette décision, c'est uniquement dans l'espoir de pouvoir tirer parti de l'opinion des Canadiens à l'égard des compagnies pétrolières. Il pensait les nationaliser et les harceler. C'est ridicule, c'est absurde et cela leur retombera sur le nez. Le premier ministre menace de déclencher des élections. J'espère qu'il ne tardera pas à mettre son dessein à exécution. Je serais enchanté de pouvoir faire campagne contre cette politique énergétique ridicule.